

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22093 - 82ÈME ANNÉE

## Le monde a changé

# Quand le communisme chinois séduit l'Américain



Photo : campus Huawei à Shenzhen en Chine.

Le 16 mai 2026, le séminaire sur « le communisme » devait rappeler le cadre théorique de notre pratique. Elie Hoarau est intervenu : « vive le communisme », a-t-il dit. Si tel est le futur de l'humanité, alors comment rendre chaque Réunionnais conscient de cette transformation sociale fondamentale ? Nous avançons le concept « lespris communis » pour dépasser l'héritage de la société esclavagiste qui nous enchaîne au passé.

La crise des PEC illustre parfaitement l'incapacité des 24 maires et des 2 présidents d'assemblée de régler la question du personnel des collectivités. Dans quelques jours, ils vont tous débattre des orientations de la nouvelle mandature 2026-2033. Vous verrez, ce ne sera toujours pas à l'ordre du jour. Ils vont aussi zapper l'échéance de 2030, date butoir pour l'éradication de l'extrême pauvreté. Ne parlons pas de la réduction carbone avant le pic de 2035. Par contre, ils auront tous le nez dans les prochaines élections.

Voilà pourquoi il faut accélérer l'effondrement d'un système inhumain installé depuis l'époque du pre-

mier empire colonial français. Cependant, « lespri communis » doit anticiper l'intensification de la guerre et le bouleversement engendré par l'Intelligence Artificielle. Le PCR peut s'enorgueillir d'avoir présenté le sujet de l'IA dans 2 assemblées de communistes, à Saint-Denis.

Et, pour que nul n'ignore l'ampleur de l'innovation et la nouvelle direction politique du monde, voici la déclaration du PDG de NVIDIA, une société américaine dont la capitalisation boursière de 5 000 milliards de dollars dépasse le PIB de la France.

### **« Jansen Huang affirme que la Chine prend une longueur d'avance en matière d'IA »**

Neuf des dix meilleures écoles scientifiques et technologiques au monde se trouvent désormais en Chine. Le pays est leader dans de nombreux domaines scientifiques et technologiques. La situation s'est complètement inversée au cours des cinq dernières années. Auparavant, nous dominions la plupart de ces domaines. Aujourd'hui, c'est la Chine qui les domine.

La Chine compte un grand nombre d'étudiants hautement qualifiés. De plus, 50 % des chercheurs mondiaux en IA sont chinois. Enfin, 70 % des brevets d'IA déposés l'an dernier proviennent de Chine. L'écosystème de l'IA en Chine est dynamique, riche et incroyablement innovant. Les Chinois travaillent sans relâche. Ce pays possède une puissance considérable.

Ils vont tirer parti de cette capacité, car les États-Unis ne sont plus présents en Chine. Nous avons quitté le marché chinois. Nous l'avons abandonné. Ils doivent maintenant construire leur propre infrastructure. En s'appuyant sur leurs chercheurs en IA et leurs brillants informaticiens, forts de leurs compétences logicielles exceptionnelles, ils vont développer leur propre pile technologique complète. Une fois l'ensemble de la pile technologique finalisé, ils l'exporteront. Oui, aussi vite que vous pouvez l'imaginer, et c'est le monde dans lequel nous nous retrouverons un jour. Si nous ne réagis-

**sons pas, nous serons acheteurs, et non vendeurs. C'est exact. »**

Aux dernières nouvelles, ce PDG américain a demandé son inscription au Conseil d'Administration de l'Université Tsinghua. Cette prestigieuse université de Beijing forme les plus hauts dirigeants du Parti communiste Chinois, son appareil économique et technologique. L'arrivée de Huang dans ce conseil est d'une importance symbolique considérable, en pleine confrontation sino-américaine, pour le leadership mondial. Un tel événement est incompréhensible aux yeux du personnel politique réunionnais, tellement habitué à la domination des puissances coloniales européennes.

*Ary Yee Chong Tchi Kan*

## **Témoignages**

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

## Conclusion des négociations entre l'Union européenne et les pays voisins de La Réunion

# APE renforcé : un bouleversement économique se prépare dans le silence

L'APE renforcé entre l'Union européenne et les pays voisins de La Réunion ne concerne plus seulement les marchandises. Il ouvre aussi les services, les investissements, le numérique et les marchés publics. Télécommunications, informatique, comptabilité ou conseil pourraient être davantage exposés à la concurrence régionale et aux délocalisations. Alors que l'accord n'est pas encore appliqué, l'absence de débat et de mobilisation à La Réunion contraste avec l'importance des enjeux pour l'emploi productif et l'avenir économique de l'île.

Le 10 juin dernier, l'Union européenne, les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles ont conclu les négociations d'un Accord de partenariat économique (APE) renforcé. Présenté comme le premier accord de libre-échange moderne et global entre l'UE et des pays d'Afrique subsaharienne, il marque une nouvelle étape dans l'intégration économique de notre région. Pourtant, à La Réunion, le silence est presque total.

L'attention de la classe dirigeante reste concentrée sur les demandes de financements supplémentaires à la France, les contrats aidés et les transferts publics. Pendant ce temps, un changement structurel majeur se prépare pour l'économie réunionnaise.

### Libéralisation des services, des investissements, du numérique et des marchés publics

Car le nouvel APE ne se limite plus aux marchandises. Son cœur est désormais l'ouverture des services, des investissements, du numérique et des marchés publics. La Commission européenne est claire : l'accord vise à faciliter la fourniture de services transfrontaliers, à garantir un traitement non discriminatoire aux investisseurs et à ouvrir de nouvelles possibilités d'investissement dans de nombreux secteurs.

Les services concernés couvrent un champ très large : télécommunications, services financiers, livraison, transport maritime, activités numériques, ingénierie, comptabilité, conseil et prestations aux entreprises. L'accord prévoit également de faciliter la mobilité temporaire de certains professionnels pour exercer leurs activités dans les pays signataires.

Autrement dit, les entreprises de Maurice, de Madagascar, des Comores ou des Seychelles disposeront demain d'un cadre juridique renforcé pour proposer leurs services sur le marché réunionnais. Les flux de données numériques seront facilités, les obstacles réglementaires réduits et les investisseurs bénéficieront d'une sécurité juridique accrue.

### Les emplois productifs réunionnais concernés

Cette réalité concerne directement les emplois productifs réunionnais. Ceux qui vivent de la création de richesse et non des transferts publics. Les jeunes qui se forment dans les métiers de l'informatique, de la gestion, de la comptabilité, des télécommunications ou du numérique pourraient être confrontés à une concurrence régionale accrue dans un environnement où les écarts de coûts salariaux sont considérables.

Le document souligne également la volonté de renforcer les liens entre les secteurs privés européens et ceux des pays de l'Afrique orientale et australe, de favoriser les investissements, de développer les infrastructures et de soutenir les entreprises capables de saisir ces nouvelles opportunités. Nos voisins s'y préparent depuis longtemps. Qu'en est-il de La Réunion ?

### Pas de préparation à La Réunion

Le plus inquiétant est peut-être l'absence de débat public. L'accord n'est pourtant pas encore définitivement adopté. Il doit encore être approuvé par les institutions européennes puis ratifié par les États signataires. Il existe donc encore une possibilité d'intervention politique pour demander des protections adaptées à la situation particulière de La Réunion.

Mais pour cela, encore faudrait-il que nos responsables regardent vers l'avenir. Car lorsque l'accord entrera en vigueur, il sera trop tard pour découvrir ce que signifie réellement l'ouverture des services et l'intégration de La Réunion dans la mondialisation.

**M.M.**

# Oté

## Lite kont la mizèr, par in vré politik dévlopman

Mézami dopi in bouté tan mi parl la mizèr dann nout péi é pou kossa mi kroi pa kan v'ariv l'ané 2030 nou sar fini konbate so gran fléo i pèz dsi n out pèp. Biensir konm toulmoune mi souète ni ariv bate la mizèr atèr mé ni kroi pa pars la politik apliké dann nout péi-pa par nou-mé par gouvèrnman franssé sar touzour éfikass pou anrishi bann rish é apovri bann pov pars sa i rant pa dann son lobzékatif.

Si sa téi rant dnn son lobzékatif néna lontan li nora invante in ouvèml politik sossyal mé la pa son soussi : ni lo soussi d'la droite, ni sète la gosh o gouvèrnman, ni lékstrèm droite si èl i ari in zour o pouvoir.. Mé o fon kan mi parl d'in nouvèl politik sossyal pou élimine la povreté sé kékshoz mi kroi pa. Mi kroi pa pou nou dann nout sityasion pars néna kékshoz ni doi fèr avan sé dévlop lo péi é n ou lé lwin d'lo dévlopman, par la fote lo réjime néo-kolonyal noi arète pa sibir.

Ni pé poz anou la késtyon : pou kossa ni ariv pa dévlop nout péi. La répons ? Bann gouvèrnman gosh konm droite la zamé vouli in politik dévlopman é mèm la fé tout pou anpèsh in politik dévlopman dann nout péi mé pa arienk sa pars néna ossi bann fors i rofiz lantante avèk nout parti pou fors gouvèrnman pou aplik in politik dévlopman imaziné par lé rényoné dann lintéré bann rényoné. Sèl manyèr mmi yèmré pou konbate la mizèr par la zistiss é pa par in sanblann sharité.

A bon antandèr salu !

*Justin*